

Département du Var  Arrondissement de Toulon			(Loi du 5 avril 1884, article 56)  <b>COMMUNE DE LA CRAU</b>		
Afférents au Conseil Municipal	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération	<b>EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL</b>  <b>SEANCE DU 26 JUIN 2025</b>		
<b>33</b>	<b>33</b>	<b>32</b>			
<b>DELIBERATION N°2025/065/16</b>					
<p><b>L'an deux mil vingt-cinq et le vingt-six juin à 19 h 00</b></p> <p>le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de <b>Monsieur Christian SIMON.</b></p> <p><b><u>PRESENTS :</u></b>  Christian SIMON, Jean-Pierre EMERIC, Anne-Marie METAL, Alain ROQUEBRUN, Paule MISTRE, Hervé CILIA, Marie-Claude GARCIA, Julien DIAMANT, Elodie TESSORE, Michèle PASTOREL, Stéphane POUGET, Catherine DURAND, Michel TRAVO, Martine PROVENCE, Fabrice WERBER, Muriel PICHARD, Richard CASSAGNE, Denise BUSCAGLIA-REBOULEAU, Céline CONTANT, Yann DERRIEN, Monique BOURCIER, Christian LESCURE, Gérard VIVIER, Sandrine BOFFA, Maguy FACHE, Jean CODOMIER</p> <p><b><u>ABSENTS EXCUSES :</u></b> Christian DAMPENON donne procuration à Julien DIAMANT, Camille DISDIER donne procuration à Martine PROVENCE, Coralie MICHEL donne procuration à Muriel PICHARD, Emmanuel BIELECKI donne procuration à Michèle PASTOREL, Marie-Ange BUTTIGIEG donne procuration à Denise BUSCAGLIA-REBOULEAU, Gilles RUS donne procuration à Anne-Marie METAL</p> <p><b><u>ABSENTS :</u></b> Carine CORTES</p> <p><b><u>SECRETAIRE :</u></b> M. DIAMANT</p>					
<b>NATURE :</b>		Institutions et vie politique Intercommunalité			
<b>OBJET :</b>		Projet de règlement local de publicité intercommunal arrêté par la délibération du Conseil Métropolitain n°25/04/059 du 30 avril 2025 – Avis de la Commune			
<b>RECEPTION EN PREFECTURE :</b>  <b>AFFICHAGE :</b>  <b>PUBLICATION :</b>  <b>NOTIFICATION :</b>					

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218300473-20250626-20256516-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025



**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L5217-1, L5211-1 ;

**VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles L581-14 et suivants ;

**VU** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L103-2 à L103-6, L132-1 à L153-8 et L153-11 ;

**VU** la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, portant Engagement National pour l'Environnement (ENE), en qu'elle modifie des dispositions du Code de l'Environnement relatives à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes ;

**VU** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

**VU** la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi climat et résilience ;

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017, portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

**VU** la délibération du Conseil municipal n°2017/094/6 du 9 novembre 2017, mettant en révision le Règlement Communal de Publicité ;

**VU** la délibération du Conseil municipal n°2018/014/14 du 14 mars 2017, approuvant la poursuite de la procédure du règlement de publicité par la métropole ;

**VU** le compte-rendu des conclusions de la Conférence des maires du 9 novembre 2020, organisée à l'initiative du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

**VU** la délibération du Conseil métropolitain n°20/12/315 du 15 décembre 2020, prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPI) et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;

**VU** le Porter à Connaissance de l'Etat transmis, le 7 février 2022, par le Préfet du Var ;

**VU** la présentation des enjeux, du diagnostic et la définition des orientations en matière d'affichage extérieur lors de la Conférence des maires, du 17 octobre 2022 ;

**VU** la délibération du Conseil municipal n°23/099/2 du 14 décembre 2023, relative à l'élaboration du RLPI et du débat, sans vote, sur les orientations générales ;

**VU** la délibération du Conseil métropolitain n°25/04/059 du 30 avril 2025, relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du règlement local de publicité.

**Monsieur Christian LESCURE – Rapporteur**, expose à l'Assemblée que la ville a initié, le 9 novembre 2017, la révision du règlement locale de publicité, en vigueur depuis le 13 juin 2006. La métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) a été créée le 26 décembre 2017 : l'une de ses compétences étant l'élaboration du Règlement Local de Publicité (RLPI), elle a poursuivi toutes les procédures initiées par les communes, dans un document intercommunal qu'est le règlement local de Publicité Intercommunal.

Il rappelle les objectifs poursuivis par la commune de La Crau, à l'occasion de la révision du 9 Novembre 2017 :

- L'amélioration de l'attractivité de la commune, en affirmant son identité ;
- Le renforcement de l'attractivité et le dynamisme économique ;
- Le renforcement de la sécurité des automobilistes et la volonté de favoriser les

économies d'énergie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218300473-20250626-20256516-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025



**Monsieur Christian LESCURE** précise que, dès lors que la Métropole TPM a repris la continuité des règlements locaux de publicité communaux, des réunions de travail ont été organisées avec l'ensemble des communes, pour parvenir à un résultat regroupant tous les enjeux de ce RLPI, à savoir :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les préenseignes, dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du territoire de la Métropole ;
- Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicité ;
- Revoir le contenu des zones réglementées, en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.

Le document du RLPI a été élaboré en intégrant un rapport de présentation, un règlement et des annexes comprenant les documents graphiques.

Le diagnostic a établi le contexte des 12 communes, à savoir : démographique, géographique, paysager, patrimonial, viaire, économique.

Il a ciblé les trois dispositifs réglementés par le RLPI :

- les enseignes ⇒ inscription apposée sur un immeuble relative à l'activité qui s'y exerce ;
- les préenseignes ⇒ inscription indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce l'activité ;
- la publicité ⇒ inscription destinée à informer le public ou attirer son attention.

**Monsieur LESCURE** informe les membres du Conseil municipal que le RLPI a été arrêté le 30 avril 2025, par délibération du Conseil métropolitain ; la majorité des objectifs de la Commune a été reprise.

Les orientations du Règlement Local de Publicité Intercommunal sont les suivantes :

- Valoriser les paysages urbains et le cadre de vie ;
- Valoriser la qualité des entrées de ville ;
- Préserver et mettre en valeur la richesse paysagère et patrimoniale ;
- Intégrer la visibilité des activités économiques et culturelles ;
- Adapter la règle nationale d'extinction nocturne.

Le RLP communal était basé sur un zonage constitué autour des voies principales, alors que la méthode utilisée par la Métropole, pour le RLPI, détermine des zones délimitant des quartiers.

5 zones ont ainsi été créées pour La Crau, pour répondre aux orientations :

- ZP0 – les espaces protégés d'intérêt paysager ;
- ZP1 – les noyaux villageois, centres historiques ;
- ZP2 – les résidences périphériques ;
- ZP3 – les entrées de ville ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218300473-20250626-20256546-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025

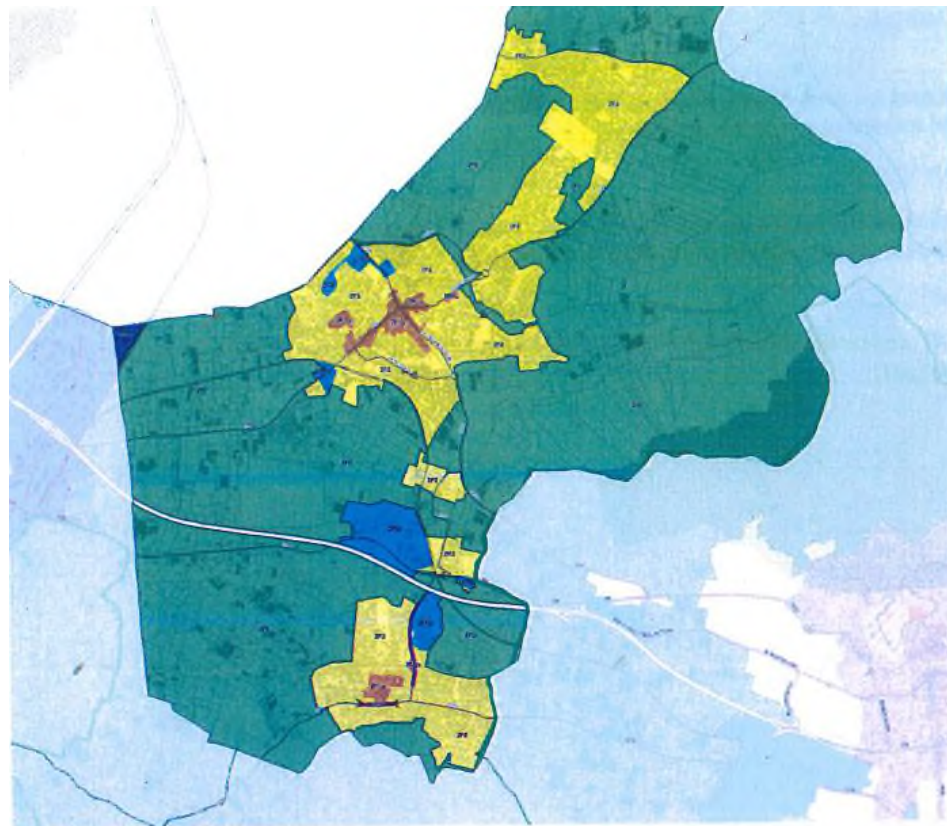


- ZP4 – les zones économiques.

Des sous zones ont été créées pour affiner les spécificités communales ; pour la Crau, il s'agit des zones :

- ZP1a – centre-ville (certaines villes possèdent un centre historique avec un patrimoine remarquable, ce qui nécessite un classement différent) ;
- ZP3b – entrée de ville de taille moyenne (comme La Crau) ;
- ZP4b – zone économique de taille moyenne (*a contrario*, d'autres grands centres commerciaux dans les villes voisines sont classés différemment).

#### Extrait du zonage du projet de RLPI sur La Crau



#### **Zonage RLPI**

- ZP0 : Les espaces protégés (hors agglomérations, paysagers, etc...)
- ZP1a : Centre historique, noyaux villageois
- ZP2 : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle
- ZP3b : Les traversées des centralités urbaines
- ZP4b : Les zones économiques de rayonnement local

Un règlement a été établi par zones, pour appliquer les choix définis par les orientations relatives aux publicités, enseignes et préenseignes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218300473-20250626-20256516-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025



Les grandes lignes du règlement sont synthétisées comme suit :

### Publicité et préenseignes

- En ZP0 – espaces naturels ou agricoles, tout est interdit ;
- En zone ZP1a – centre-ville, interdiction sur les clôtures, interdictions si scellées au sol, 2 m<sup>2</sup> maximum sur mobilier urbain, interdiction des lumineuses ;
- En ZP2 – pour les résidences périphériques, interdiction pour celles sur mur et scellées au sol ou lumineuses ;
- En ZP3b – entrées de ville, scellées au sol ou murales, maximum 4.70 m<sup>2</sup> ;
- En ZP4b – zones économiques, scellées au sol ou murales, maximum 4.70 m<sup>2</sup>.

### Enseignes

- En ZP0 – interdiction sur toiture ou terrasse ;
- En zone ZP1a – centre-ville, 1 maximum sur façade principale, 1 latérale ;
- En ZP2 – résidentiel, 1 maximum sur façade principale, 1 latérale ;
- En ZP3b – entrées de ville, 1 maximum sur façade principale, 1 latérale ;
- En ZP4b – zones économiques, 1 par activité, 2 m<sup>2</sup> maximum.

Toutes ces spécificités réglementaires sont détaillées dans le RLPI joint en annexe de la présente délibération.

**Monsieur LESCURE** précise que Le zonage et le règlement répondent aux objectifs que le Conseil municipal s'était fixés, le 9 novembre 2017, reprenant, notamment, la protection des centres et zones paysagères, l'attractivité des zones économiques et la visibilité des entrées de ville.

Concernant la suite de la procédure, il est à noter qu'une enquête publique sera organisée par la Métropole TPM et que des rectifications pourront être demandées par le commissaire enquêteur, avant que le conseil métropolitain approuve définitivement le Règlement Local de Publicité Intercommunal.

Au vu de ce qui précède, il est proposé d'émettre de se prononcer sur le projet de RLPI tel qu'il a été arrêté par le Conseil métropolitain, en sa séance du 30 avril dernier.

### **ENTENDU L'EXPOSE, APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL**

**ARTICLE 1 : EMET** un avis favorable sur le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal, arrêté par délibération du Conseil métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n°25/04/059 du 30 avril 2025, relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du règlement local de publicité.

**ARTICLE 2 : DIT** que le RLPI susmentionné est consultable sur le site internet de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à cette adresse : <https://metropoletpm.fr/tpm/article/l-assemblee-metropolitaine> .

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218300473-20250626-20256516-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025



**ARTICLE 3 : INDIQUE** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ainsi qu'à Monsieur le Préfet du Var.

**Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits, à l'unanimité des suffrages exprimés.**

Pour : 32  
Contre : 0  
Abstention : 0

Fait à La Crau, les Jour, Mois et An susdits,  
Pour Extrait Conforme,  
**Le Maire**  
Conseiller Départemental du Var  
Conseiller Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée  
Président du CDG 83



Le Secrétaire  
**Julien DIAMANT**

Le conseil Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou le cas échéant de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218300473-20250626-20256516-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025

